

*Les subsides*

Mais plus grave encore que cette naïveté, il y a toute la dissimulation qui est plus néfaste que la volonté de s'occuper ouvertement de toutes ces questions. Je ne crois pas avoir vu depuis longtemps oeuvre de dissimulation plus calculée que le voyage du premier ministre dans l'ouest du Canada où la seule chose qu'il ait annoncée, c'était à Lethbridge, est qu'il avait écrit au président pour trouver une solution à la décision sur le gaz. Ho! le magnifique champion que nous avons là. Après tout, il en a consacré du temps à établir une relation privilégiée avec le président des États-Unis. Il a passé tout son temps à encourager toutes ces bonnes causes. Mais le fait est que le président n'avait aucune intention d'intervenir parce que, nous a-t-on dit à la Chambre deux semaines plus tard, l'ambassadeur et d'autres personnes savaient depuis le début qu'il s'agissait d'une décision judiciaire dans cette affaire et que le premier ministre ne faisait que duper les Canadiens de l'ouest pour faire la manchette des journaux. Ou alors il ignorait, ce qui est pire encore, comment avait été prise cette décision vitale. Je ne sais pas ce qui est pire: Être un coquin ou un idiot. Nous nous trouvons peut-être dans une situation où notre premier ministre présente ces deux caractéristiques.

Pourquoi est-il allé dans l'ouest du Canada pour annoncer à grand effort d'éloquence qu'il allait sauver la situation alors qu'il savait pertinemment que ce genre d'intervention était voué à l'échec parce que le travail de préparation n'avait pas été fait? Ce désir évident du gouvernement de résister à ces ingérences dans le domaine de nos ressources naturelles n'est pas pris au sérieux par le gouvernement Reagan. Pourquoi nous prendrait-on au sérieux? Chaque fois que les États-Unis ont eu recours à des manoeuvres d'intimidation et au chantage, nous avons cédé et payé la rançon.

• (1720)

C'est ce qui nous attend. Cela arrive à un moment très grave où nos industries du secteur primaire, en particulier dans l'ouest du Canada, dans le nord de l'Ontario et dans des régions de l'Atlantique et du Québec, se voient infliger sur le marché international une série incroyable de coup durs. Dans bien des cas, il y a une surabondance de produits, que ce soit du nickel ou du blé. De nouveaux concurrents apparaissent qui fournissent le même genre de produits et de ressources. Dans d'autres cas, les ressources naturelles sont remplacées par un nouveau genre de matières artificielles. Quelle qu'en soit la raison, nous savons que les ressources canadiennes abondantes ont perdu le contact avec le marché international, et certainement avec notre propre économie interne.

Il a été clairement prouvé que les industries d'extraction à qui le Canada devait généralement sa relance et qui servaient de moteur de croissance à l'économie sont désormais en grande perte de vitesse. Il nous faudra donc nous doter de programmes nationaux efficaces pour régler ces questions. Nous devons disposer à cette fin d'instruments nationaux et être propriétaires de ces industries de façon à ce qu'elles restent assujetties aux décisions nationales et politiques.

A tous ces égards, nous renonçons aux divers accords et éléments, nécessaires pour nous doter d'une politique nationale efficace. Et cela à une époque où l'on nous réclame des solutions concrètes et efficaces pour remédier à la situation extrêmement difficile des industries d'extraction dans les régions riches en ressources dont nous cédonons peu à peu le contrôle par

le biais de ces négociations. Nous y renonçons, que ce soit par le biais des modifications constitutionnelles, des négociations sur le libre-échange, ou de l'acquiescement à toute une série d'acquisitions et de prises de contrôle. Sous quelque aspect que ce soit, le Canada perd les moyens dont il dispose pour relever un tel défi.

Je voudrais signaler aux députés l'un des plus graves problèmes internationaux que les Canadiens aient à affronter. Les Américains sont convaincus de pouvoir, de droit divin, insister pour que nous observions leurs ligues de conduite. C'est ce qui s'est produit dans le cas du bois d'oeuvre où les autorités américaines ont décidé de nous dicter le prix de nos ressources.

Nous le constatons maintenant dans la décision de la Federal Energy Resource Commission, qui a maintenant le droit de décider quel prix nous allons fixer pour nos exportations de gaz naturel et comment nous allons assurer le transport de ces ressources. Nous constatons que cela figure dans des projets de loi relatifs aux échanges, présentés à la Chambre des Représentants et au Sénat et par lesquels les Américains veulent s'arroger le droit de déterminer les subventions accordées dans d'autres pays, lorsqu'ils s'estiment en face de pratiques commerciales déloyales, et de les frapper de pénalités quand cela ne leur plaît pas.

Ce qu'il y a lieu de relever, c'est que dans les débats au Congrès qui portent sur ces projets de lois ils invoquent les concessions consenties par le Canada dans le dossier du bois d'oeuvre pour prouver qu'ils ont le droit d'agir de la sorte. Donc, la situation c'est que nos voisins du Sud ont au fond décidé de définir et de choisir nos politiques nationales concernant nos ressources. Voilà en réalité le genre de question que le pays devrait examiner avec angoisse et détermination. Cela veut dire que nous allons perdre non seulement le droit mais l'occasion de chercher à entreprendre une restructuration et une redéfinition majeure des industries des ressources naturelles qui sont si vitales pour tant de régions du pays.

Je pleure à certains moments quand je pense à quel point nous allons avoir les mains liées quand il s'agira de reprendre ces problèmes dans un an ou deux, quand le gouvernement sera arrivé au bout de son mandat. Il n'y aura plus de pouvoirs au niveau fédéral pour s'attaquer à ces questions, puisque nous sommes en train de les brader à tous les vents. Donc nous aurons beau comprendre le problème, nous serons désarmés pour y faire face. Nos moyens auront disparu. Tout aura filé dans la grande braderie.

Je reviens avec une inquiétude certaine au discours prononcé il y a sûrement deux ans à peu près maintenant par M. Simon Reisman, notre négociateur en chef en matière de libre-échange, avant qu'il ne soit nommé à ce poste. Après qu'il se fut adressé au Conseil économique de l'Ontario, on lui avait demandé ce qu'il faudrait pour que les Américains acceptent de restreindre leurs interventions ponctuelles ou le recours aux lois protectionnistes. Il avait répondu: «Ma foi, nous n'avons pas grand-chose à offrir à moins que nous soyons tout disposés à céder nos ressources, et en particulier notre eau». M. Reisman était alors un monsieur perspicace à bien des égards. Je ne sais pas quel genre de négociateur il va faire, mais il comprenait alors et je suppose qu'il comprend toujours ce que cela prend pour conclure un bon marché, à savoir qu'il nous faudra